

MODÈLE DE PLAINTE

Monsieur ou Madame le procureur de la République
Près le Tribunal judiciaire de [XXX]¹
[Adresse complète]

[Lieu et Date]

Objet : Plainte pour... [Exposer brièvement les motifs]

LRAR

Exemple : Plainte pour destruction d'espèce protégée sans autorisation sur la commune de XX – art. L.415-3 du Code de l'environnement

Monsieur ou Madame le procureur de la République,

[→ Exposer les **faits** (lieu, date, évènements...) et la **qualification juridique des faits incriminés** (texte juridique qui prévoit l'infraction)]

[→ Citer et copier l'**article du code incriminant l'infraction**]

Exemple : L'article L.415-3 du Code de l'environnement dispose que « Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende : 1° Le fait, en violation des interdictions ou des prescriptions prévues par les dispositions de l'article L. 411-1 et par les règlements ou les décisions individuelles pris en application de l'article L. 411-2 :

- a) De porter atteinte à la conservation d'espèces animales non domestiques, à l'exception des perturbations intentionnelles ;
- b) De porter atteinte à la conservation d'espèces végétales non cultivées ;
- c) De porter atteinte à la conservation d'habitats naturels ; ».

Au vue des faits décrits précédemment, l'infraction est bien constituée.

¹ Vérifier la juridiction compétente en fonction du lieu de l'infraction : <http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-juridictions-21798.html>.

SUR LA CAPACITE ET L'INTERET A AGIR DE L'ASSOCIATION

Suivant l'article L.142-2 du Code de l'environnement, les associations agréées de protection de l'environnement peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile pour des faits constituant à une infraction aux dispositions légales ou réglementaires ayant pour objet de protéger la nature et l'environnement et causant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

[→ Présenter l'association : nom, date de l'agrément, objet social]

Exemple :

L'association FNE PACA est agréée par arrêté préfectoral du 20 décembre 2012, renouvelé le 15 juin 2018, au titre de l'article L.141-1 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, aux termes de l'article 2.2 de ses statuts, l'association a pour objet :

« de protéger, de conserver et de restaurer les espaces, ressources, milieux et habitats naturels, les espèces animales et végétales, d'une manière générale, d'agir pour la sauvegarde de ses intérêts dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire et de l'urbanisme, de s'assurer de la préservation de la santé humaine et notamment des effets possible des pollutions ou risque de pollution sur celle-ci ainsi que de défendre en justice l'ensemble de ses membres directs ou indirects ».

[→ Reprendre brièvement les faits et expliquer qu'ils vont à l'encontre des actions et des objectifs statutaires de l'association.]

Exemple :

Les faits précédemment exposés portent atteinte aux intérêts collectifs que l'association entend défendre.

[→ Conclure comme suit :]

Par ces motifs [l'association] porte plainte pour [citer le délit ou la contravention] à l'encontre de [citer le nom du ou des prévenus ou de la société ou X si le coupable n'est pas identifié].

Ainsi nous vous remercions de bien vouloir nous aviser des suites réservées à cette plainte et de la date à laquelle cette affaire sera appelée devant votre tribunal afin que [l'association] puisse se constituer partie civile.

Veillez agréer, Monsieur/Madame le procureur de la République, l'expression de notre considération distinguée.

Nom, prénom et signature
Président(e) de l'association

❗ Joindre l'ensemble des éléments de preuve de l'infraction en votre possession (documents, photographies, témoignages, articles de presse, vidéos...) + Joindre les statuts et agrément éventuel de l'association.